

Italie

Grève générale dans les banques italiennes

Pour la première fois depuis 13 ans, les principaux syndicats bancaires italiens ont appelé à une grève nationale le 31 octobre pour manifester leur opposition à la décision unilatérale de l'ABI (Association bancaire italienne) de dénoncer la convention collective du secteur, un an avant son terme. Sur fond de réduction des effectifs (10 400 postes supprimés au 1^{er} semestre sur un effectif de 374 000 salariés) et de fermetures d'agences, le mouvement a été un succès avec 90% de participation, 92 % d'agences fermées et des milliers de salariés dans les rues.

(sources : UNI, Les Échos)



International

Indonésie : Grève pour un salaire minimum et une meilleure législation du travail

Le 30 octobre, des centaines de milliers de travailleurs se sont mobilisés en Indonésie dans le cadre d'un mouvement de grève et de rassemblements de masse pour revendiquer un salaire minimum et la protection contre des contrats d'emploi bidons qui permettent aux employeurs de contourner leurs obligations en recourant à des arrangements en « sous-traitance ». (source : CSI)

Europe

Nouvelle attaque contre les droits des travailleurs en Europe

Sous couvert d'alléger la réglementation des entreprises avec le « Programme REFIT – Un coup de pouce à la croissance », la Commission veut notamment limiter les obligations en matière d'information et de consultation des travailleurs et réviser la législation sur le temps partiel, les CDD et l'intérim. Première conséquence concrète, elle a refusé de transcrire dans une directive l'accord sur la santé et la sécurité conclu entre les syndicats et le patronat du secteur de la coiffure. (sources : CES, UNI-Europa)

International

Pas de Coupe du monde au Qatar sans droits des travailleurs

La CES a appelé les représentants de l'UEFA à obtenir des autorités du Qatar des garanties immédiates et contraignantes concernant les droits du travail. Sans cela, le lieu de la Coupe du monde 2022 devrait être reconsidéré. « Il n'est pas possible que la Coupe du monde ait lieu dans un pays qui traite ses travailleurs comme des esclaves », a écrit Michael Sommer, le président de la confédération des syndicats allemands (DGB) qui demande à tous les syndicats de saisir leurs fédérations nationales de football respectives pour agir auprès de la Fifa. De son côté, la CSI rappelle que 4 000 travailleurs migrants mourront avant le coup d'envoi du Mondial de 2022 si la Fifa et les autorités qataries ne prennent pas les mesures qui s'imposent, et lance une pétition en ligne pour accentuer la pression en ce sens : <http://www.rerunthevote.org/>.
(sources : CES, CSI, Les Échos).



POUR UN NOUVEAU VOTE ❌ **PAS DE MONDIAL**
SANS DROITS DES TRAVAILLEURS.

International

La moitié de la population mondiale directement touchée par le chômage

C'est ce qui ressort du sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI. Les jeunes femmes sont particulièrement concernées par un fléau qui, partout dans le monde, accroît les inégalités. 56 % des personnes interrogées s'attendent à ce que la situation empire pour les générations à venir, un pessimisme particulièrement marqué en Europe. Le sentiment est largement partagé de l'incapacité des gouvernements à lutter efficacement contre le chômage compte tenu de la priorité accordée aux intérêts des entreprises sur ceux des travailleurs. Seule note d'espoir, 68 % des sondés s'accordent pour dire que « les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité ». (source : CSI)

Europe

Changer la Finance !

Cinq ans après la chute de Lehman Brothers, le système financier n'a pas été transformé et le risque systémique que les banques européennes font peser sur la société est plus important qu'il ne l'était en septembre 2008. Finance Watch lance une campagne pour que ce soit la société et non les banques qui fixe les règles imposées à la finance. Pour participer à cette campagne et en apprendre plus sur les dangers liés à notre système financier et sur les moyens d'y remédier, cliquer sur le lien suivant : <http://www.finance-watch.org/informer/campagne-changer-la-finance>
(source : Finance Watch)

Europe

Expertise et syndicalisme

Ce dossier évoque les rapports différents entretenus avec l'expertise par les syndicats en Europe, l'évolution de ce « marché » ainsi que les forces et faiblesses de l'expertise à la française. Est-elle aujourd'hui un cache-sexe de l'état de délabrement patronal et syndical ou un stimulant à la refondation des relations sociales, se demande Henri Vacquin. Permet-elle aux syndicats de renouer avec le travail et donc de retisser le lien aux salariés, ou se substitue-t-elle à une écoute des salariés dont il est devenu incapable
(source : Métis)



France

La France s'obstine à saborder la taxe sur les transactions financières

Après le ministre de l'Économie qui, sous l'influence du lobby bancaire, avait déclaré « *excessif* » le projet de la Commission européenne, c'est au tour du gouverneur de la Banque de France de monter au créneau contre un projet qui, selon lui, « *n'est pas viable et doit être entièrement revu* ». Pour l'instant toutefois, la Commission défend la pertinence de son projet et les partenaires de la future coalition gouvernementale allemande (CDU/CSU et SPD) se sont mis d'accord sur une taxe sur les transactions financières à base large et taux faible. (source: *Attac*)

Europe

La BCE engage un consultant controversé

Afin de remplir au mieux et au plus vite sa nouvelle mission de supervision des banques européennes, la BCE a engagé un cabinet américain de consultants, Oliver Wyman, déjà présent dans la plupart des restructurations bancaires européennes. Ses références ne sont toutefois pas nécessairement flatteuses. En 2006, il avait ainsi jugé que la banque irlandaise Anglo Irish Bank était la meilleure du monde. Trois ans plus tard, elle était nationalisée pour éviter la faillite. De même son évaluation des besoins de recapitalisation des banques espagnoles correspondait davantage à ce qui était politiquement acceptable pour les autorités européennes (60 milliards d'euros) qu'à la réalité qui a fini par s'imposer (100 milliards). (sources: *Médiapart, Euobserver*)



Sites visités :

CES : www.etuc.org/fr

CSI : www.ituc-csi.org

UNI : www.uniglobalunion.org

Finance Watch : www.finance-watch.org

Métis : www.metiseurope.eu

Euobserver : www.euobserver.com

Les Echos : www.lesechos.fr

Médiapart : www.mediapart.fr